



Commission algues vertes

Compte rendu de la réunion du 20 décembre 2019 - Mairie de Fouesnant

Personnes présentes :

1. Roger Le Goff, Président de la communauté de communes du Pays Fouesnantais
2. Guy Pagnard, Vice-président de Concarneau Cornouaille Agglomération
3. Christian Rivière, Vice-président à la communauté de communes du Pays Fouesnantais
4. Bernard Merrien, conseiller municipal à La Forêt Fouesnant
5. Marie Helaouet, adjointe à Mairie de La Forêt Fouesnant
6. Laure Caramaro, adjointe à la Mairie de Fouesnant
7. Magdeleine Breton, Association de Sauvegarde du Pays Fouesnantais
8. Alexis Jaraud, Bretagne Vivante
9. Hubert Meignen, Eau et Rivières de Bretagne
10. Fabrice Roth, MIRE - SGAR
11. Françoise Lumalé, chargée de mission algues vertes à la DDTM du Finistère
12. Philippe Charreton, Directeur de la DDTM du Finistère
13. Pierrick Coignard, conseiller à BCEL Ouest
14. Jean Marc Chesnel, Pôle environnement DRAFF Bretagne
15. Nicolas Dagorn, Agriculteur – GAEC de Coat Kergunus / Coop Saint Yvi
16. Yohann Hugond, agriculteur à Tregunc – GAEC de Coat Kergunus
17. Sylvain Ballu, Centre d'Etudes et de Valorisation des Algues
18. Vincent Le Talour, chargé d'études environnement à la Chambre Régionale d'Agriculture
19. Jean Michel Le Breton, agriculteur à Rosporden
20. Anne Bouilly, enseignante Lycée agricole de Bréhoulou à Fouesnant
21. Youenn Gloaguen, Chambre d'Agriculture de Bretagne
22. Marie Agnès Le Floc'h, agricultrice à La Forêt Fouesnant
23. Jean René Cotten, agriculteur à Saint Yvi
24. Jean Yves Guillou, agriculteur à Saint Evarzec
25. Dominic Le Guen, agriculteur à Melgven
26. Daniel Hanocq, adjoint au Trevoux
27. Anais Queinnec, Consultante environnement Capinov - Triskalia
28. Mélanie Ozenne, chargée des politiques territoriales de l'eau - Région Bretagne
29. Anne Huitric, chargée de mission au Conseil Départemental du Finistère
30. Loic Varet, technicien environnement à la Communauté de communes du Pays Fouesnantais
31. Brice Guesdon, technicien à Concarneau Cornouaille Agglomération
32. Aurélie Prot, coordinatrice agricole à Concarneau Cornouaille Agglomération
33. Mélanie Branellec, coordinatrice du SAGE Sud Cornouaille

Personnes excusées :

- André FIDELIN, Président de Concarneau Cornouaille Agglomération
- Georges LOSTANLEN, conseiller départemental du Finistère
- Michel LOUSSOUARN, Maire de Rosporden et Vice-président à Concarneau Cornouaille Agglomération
- Jérôme LE PAPE, Groupement des Agriculteurs Biologiques du Finistère
- Pierre Prodhomme, Agence de l'Eau Loire Bretagne
- Nathalie HELDENBERGH, SAFER Bretagne
- Ville de Concarneau
- Direction Départementale de la Protection des Populations du Finistère

Structure porteuse du PLAV : Concarneau Cornouaille Agglomération

1 rue Victor Schoelcher – CS 50 636 - 29 186 Concarneau cedex

Tél : 02-30-97-06-69 / Fax : 02-98-60-65-42 / www.sage-sud-cornouaille.fr

Ordre du jour de la réunion

1/ Rappel du contexte

2/ Eléments de suivi

- Evolution de la qualité de l'eau – CCA
- Ramassage et traitement des algues vertes - CCPF

3/ Mise en œuvre des actions

- Plan de contrôles renforcé – DDTM
- Actions agricoles – CCA
- Actions foncières – *Chambre d'Agriculture*

4/ Temps d'échanges & Perspectives de travail

Introduction

En guise d'introduction, **Roger Le Goff (CCPF)** et **Guy Pagnard (CCA)** rappellent le contexte et les objectifs de la réunion. Il s'agit de faire un point d'étape sur la mise en œuvre du second plan de lutte contre les algues vertes de la Baie de la Forêt une année après son redémarrage opérationnel.

1/ Rappel du contexte

Intervention de Mélanie Branellec, SAGE Sud Cornouaille - Cf. diaporama joint

Mélanie Branellec rappelle l'historique et les objectifs de ce second plan d'actions.

Roger Le Goff (CCPF) indique que les présidents des 8 baies algues vertes se sont entendus pour porter une motion commune au sein de leurs collectivités respectives. Cette motion réclame notamment la prolongation du deuxième plan de lutte contre les algues vertes (PLAV2) jusqu'en 2023 en raison de la longue rupture entre le PLAV1 et le PLAV2. Sur la Baie de la Forêt, cette motion a été validée à l'unanimité par les conseils communautaires de la CCPF (le 17/12/2019) et de CCA (19/12/2019).

Fabrice Roth (MIRE) précise que l'Etat soutient la demande de prolongation formulée par les 8 baies algues vertes. La préfète de Région et le président de la Région Bretagne se sont engagés à porter politiquement cette demande. Il faut néanmoins attendre les résultats des évaluations en cours – évaluation à mi-parcours du PLAV2 par l'Etat ainsi que l'évaluation engagée par la Cour des Comptes et la Chambre régionale des Comptes. Les rapports issus de ces évaluations devraient être édités respectivement en 2020 et en 2021.

Il indique également que la Préfète de Région s'est engagée à rencontrer tous les 6 mois les élus de baies algues vertes pour faire un point d'étape et échanger sur les avancées et les points de blocage.

2/ Eléments de suivi

Evolution de la qualité de l'eau - CCA

Intervention de Brice Guesdon, Concarneau Cornouaille Agglomération - Cf. diaporama joint

Brice Guesdon (CCA) présente les résultats du suivi qualité des eaux pour l'année 2019. Globalement, les résultats 2019 confirment la tendance à la baisse des concentrations en nitrates (exprimées en quantiles 90 – Q90) observée ces dernières années. Cette baisse est néanmoins moins marquée que les précédentes années - certains cours d'eau (Minaouët notamment) présentent des concentrations en nitrates à la hausse.

Hubert Meignen (ERB) constate que la baisse est moins marquée que les années précédentes.

Fabrice Roth (MIRE) précise que cette tendance est observée sur les autres baies algues vertes - liée notamment aux conditions climatiques de l'année.

Hubert Meignen (ERB) s'interroge sur la méthode de calcul des débits. **Brice Guesdon (CCA)** précise que les débits sont issus :

- Sur les petits côtières (extension du périmètre du PLAV) issues de mesures de débit réalisées par la CCPF
- Sur le reste du territoire du PLAV, les débits sont obtenus par extrapolation des débits mesurés sur le Moros

Ramassage et traitement des algues vertes - CCPF

Intervention de Loïc Varet, Communauté de communes du Pays Fouesnantais - Cf. diaporama joint

Loïc Varet (CCPF) présente le bilan des quantités d'algues vertes ramassées et traitées en 2019. Au total, **7 489 tonnes d'algues vertes ont été ramassées et traitées en 2019 sur la Baie de la Forêt.**

Hubert Meignen (ERB) s'interroge sur les modalités de financement du volet curatif du PLAV2 (ramassage et traitement des algues vertes). Il est rappelé que l'Etat prend en charge le financement du ramassage à 100% et le traitement à 50%.

Loïc Varet indique que le traitement des algues vertes a bénéficié de 60% de subventions sur la période 2012-2016. Il précise par ailleurs qu'à l'issue du traitement, on obtient un produit fini normé et commercialisable.

Les participants échangent sur les modalités de traitement et l'évolution des quantités valorisées en compost. La variabilité de la valorisation du compost par les exploitants agricoles est dépendante de la quantité disponible. **Nicolas Dagorn (Tregunc)** fait remarquer que le ratio T/ha est relativement constant entre 2012 et 2019.

Roger Le Goff précise que la valorisation agricole du compost d'algues vertes est basée sur un contrat de confiance avec les agriculteurs. De nombreuses améliorations ont été apportées au process (mise en place d'une cribreuse notamment) pour aboutir à un produit de qualité

Sylvain Ballu (CEVA) fait part des observations issues des survols aériens réalisés sur les baies bretonnes en 2019. Il indique que l'année 2019 a été marquée par des proliférations précoces - notamment sur la baie de Saint Briec – liées au report des stocks hivernaux. Les échouages en Baie de Saint Briec ont représenté près de 73 % des échouages en Bretagne. La Baie de la Forêt a également connu des proliférations précoces en 2019 mais dans des proportions moindres.

Les échouages les plus importants ont été observés en août et en octobre liés à des coups de vent qui font remonter les algues à croissance infralittorale sur les plages. Le bilan pour 2019 est à consolider mais Sylvain Ballu estime que pour la Baie de la Forêt, les proliférations ont été supérieures de 50 % par rapport à la moyenne pluriannuelle.

Hubert Meignen (ERB) évoque des observations de plus en plus régulières d'algues rouges.

3/ Mise en œuvre des actions

Plan de contrôle renforcé - DDTM

Intervention de Françoise Lumalé, DDTM - Cf. diaporama joint

Françoise Lumalé (DDTM) rappelle les modalités de contrôle et expose le bilan 2019 du plan de contrôle mis en œuvre par l'Etat. En 2019, 36 exploitations ont fait l'objet d'un contrôle : 10 contrôles réalisés par la DDPP et 26 contrôles réalisés par la DDTM. Elle précise qu'au-delà des suites réglementaires, il est proposé aux exploitants contrôlés de bénéficier de l'accompagnement technique mis en place par les collectivités avec les prestataires agréés régionalement.

Roger Le Goff (CCPF) et Guy Pagnard (CCA) soulignent l'investissement des services de l'Etat dans ce volet.

Jean René Cotten (Saint Yvi) évoque des incohérences dans les contrôles. Certains contrôles sont devenus très répressifs et pas du tout pédagogiques. Il regrette que l'approche ne soit pas plus humaine.

Dominique Le Guen (Melgven) fait part de son témoignage. Lors d'un récent contrôle, il a été menacé d'amendes et d'actions en justice. Il évoque un climat anxiogène et regrette que cette nouvelle approche casse la dynamique relationnelle engagée dans le PLAV1 (notamment par Loïc Varet).

Philippe Charetton (directeur de la DDTM) précise que la volonté des services de l'Etat n'est pas de stigmatiser les agriculteurs. Les contrôles sont aléatoires. Les contrôles réalisés sur 2018 et 2019 sur les deux sous-bassins versants du Lesnevard et du Moros ciblaient l'ensemble des exploitations, conformément à la demande exprimée par les collectivités lors de l'élaboration du contrat de progrès en 2017. Il précise que les reliquats post-absorption (RPA) ne sont pas utilisés comme des éléments à charge pour aboutir sur du réglementaire. Il s'agit davantage d'indicateurs pour identifier et faire prendre conscience des dysfonctionnements éventuels. Bien souvent, les agriculteurs sous traitent la réalisation des plans de fumure et des cahiers de fertilisation. Il faut que les agriculteurs puissent s'approprier ces outils pour comprendre et remédier aux anomalies constatées. Les services de l'Etat souhaitent s'inscrire dans une logique pédagogique plus que répressive.

Roger Le Goff (CCPF) confirme que le souhait n'est pas de stigmatiser les agriculteurs. Il souhaite plus de contact humain dans la communication auprès du monde agricole. Un point sera fait entre Etat et collectivités lors du Comité technique annuel en janvier 2020.

Actions agricoles - CCA

Intervention d'Aurélié Prot, Concarneau Cornouaille Agglomération - Cf. diaporama joint

Aurélié Prot (CCA) présente les actions et outils proposés aux agriculteurs du territoire en 2019.

Les principales remarques ont porté sur les points suivants :

- Accompagnements individuels : Les prescripteurs agricoles présents qui conduisent les accompagnements individuels témoignent. **Pierrick Coignard (BCEL)** fait part des difficultés rencontrées sur le terrain liées à la défiance issue des contrôles réalisés par l'Etat. Il propose qu'un travail de fond soit engagé pour comprendre les résultats des RPA. **Vincent Le Talour (CRAB)** confirme l'existence d'un climat de travail difficile et souhaite une reprise de la confiance en 2020.
- Animations collectives : **Guy Pagnard** précise qu'il ne s'agit pas simplement de formation en salle. Elles pourront prendre différentes formes : démonstration ou essai de matériel innovant, essai en plein champ, analyses de sols, groupes d'échanges, ... Un programme détaillé sera proposé aux agriculteurs fin janvier.
- Chantiers collectifs : Jean Marc Chesnel confirme que le dispositif sera maintenu dans les deux années à venir, 2020 et 2021
- Aides à l'investissement : Le Lycée de Brehoulou porte un projet de rénovation du bâtiment porc et serait intéressé par l'aide à la construction de bâtiments porc sur paille. Le premier appel à projets (2019) ne permettait pas à ce type de porteur d'être éligible. Suite à la demande des collectivités, **Fabrice Roth (MIRE)** indique que les critères du prochain appel à projet (2020) seront ouverts pour permettre à ce type de porteurs de projet d'être éligibles.
- Boucle vertueuse : **Fabrice Roth (MIRE)** précise que le dossier de la boucle vertueuse est toujours à l'étude entre le niveau national et l'Europe. Dans l'attente, la préfiguration des Paiements pour Services Environnementaux constitue une alternative intéressante dont il faut se saisir. Il rappelle qu'un appel à initiatives vient d'être lancé par l'Agence de l'Eau pour appuyer la mise en œuvre du dispositif dans des territoires à enjeux environnementaux. **Guy Pagnard** confirme que les collectivités envisagent de candidater à cet AMI. Les agriculteurs du GCA seront invités à se positionner lors de la prochaine réunion du 8 janvier 2020.
- Volet économique : **Loïc Varet (CCPF)** indique que la CCPF prévoit d'accueillir un stagiaire pour engager une réflexion sur la structuration et la valorisation des filières agricoles locales vis-à-vis des particuliers comme des filières longues.

Actions foncières –Chambre Régionale d'Agriculture

Intervention d'Aurélié Prot, Concarneau Cornouaille Agglomération - Cf. diaporama joint

Aurélié Prot rappelle les objectifs du volet foncier du PLAV2 et précise que ce volet est sous maîtrise d'ouvrage de la Chambre d'Agriculture de Bretagne.

Elle présente les outils déployés localement pour faciliter les échanges amiables :

- Signature d'une convention avec la SAFER pour permettre de constituer des réserves foncières

- Mise en place d'un groupe de travail spécifique chargé de donner un avis sur l'opportunité de mise en réserve et sur la réattribution du foncier

Guy Pagnard (CCA) indique que la mise en réserve doit permettre de disposer d'un fond d'échange pour dynamiser les échanges amiables via un tiers et pas seulement de pair-à-pair.

Mélanie Branellec ajoute que ce n'est pas la collectivité qui met en réserve la terre. Il s'agit bien de la SAFER qui devient propriétaire temporaire le temps de la réattribution.

Mélanie Ozenne (Région) rappelle que la constitution de la réserve foncière doit être argumentée et doit faire l'objet d'un avis préalable de la Cellule Locale Foncière.

Intervention de Youenn Gloaguen, Chambre d'Agriculture de Bretagne - Cf. diaporama joint

Youenn Gloaguen (CRAB) rappelle qu'une opération d'échanges amiables est engagée depuis fin 2018 sur le bassin versant de Lesnevard amont qui concerne 30 exploitations. Il fait le point sur l'avancée de la démarche. Il indique que la dynamique d'échanges amiables vient d'être étendue sur un second secteur, le bassin versant du Moros qui concerne 38 exploitations. Les écueils de principe de tels échanges impliquant exploitants et propriétaires sont bien connus. Les démarches ne produiront peut-être pas de résultat à court terme mais ces essais doivent être tentés dans l'espoir qu'un premier noyau d'échanges puisse avoir valeur d'exemple ailleurs.

3/ Temps d'échanges & Perspectives de travail

Guy Pagnard informe des prochaines échéances :

- Groupe de Concertation Agricole : mercredi 8 janvier à 9h, CCA (Concarneau)
- Groupe de travail foncier : mercredi 15 janvier à 10h, CCA (Concarneau)
- Réunion de restitution « Agricultures & Territoires » : 30 janvier à 20h à Melgven

Roger Le Goff (CCPF) et Guy Pagnard (CCA) remercient les membres de leur participation à la Commission algues vertes. Ils donnent rendez-vous à l'automne prochain pour faire le point sur l'avancement des actions.

Validation du compte -rendu : Les parties prenantes constatant des erreurs ou omissions ou étant en désaccord sur le contenu du compte rendu sont priées de nous en faire part dans un délai de 8 jours, au-delà duquel, le compte rendu sera considéré comme accepté.

Roger LE GOFF

Président du SAGE et Président de la CCPF



Guy PAGNARD

Vice-président du SAGE et Vice-Président de CCA en charge de l'eau et de l'assainissement